

**Point de presse de la porte-parole -
Déclaration de Jean-Yves Le
Drian/Candidature de Michel
Wachenheim à la présidence du
conseil de l'OACI - République
tchèque/Déplacement de N.Loiseau -
Déplacement de J-B. Lemoyne à
Berlin - Participation de
J-B.Lemoyne à la conférence sur les
victimes de violences ethniques et
religieuses au Moyen-Orient -
Adoption par l'Assemblée générale
de l'ONU de la résolution ouvrant la
voie à la négociation d'un Pacte
mondial pour l'environnement -
Malaisie - Iran - Ukraine
(Paris, 11 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian - Nations unies - Candidature de M. Michel Wachenheim à la présidence du conseil de l'OACI

Les 44 Etats membres de la Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC) se réunissent à Paris lundi 14 et mardi 15 mai 2018 dans le but de désigner leur candidat commun à la présidence du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), en vue de l'élection appelée à se dérouler en novembre 2019 à Montréal, siège de l'OACI.

La France a proposé à ses partenaires de la CEAC la candidature de M. Michel Wachenheim pour être ce candidat commun de l'Europe aérienne.

Organisation spécialisée des Nations unies, l'OACI joue un rôle essentiel dans les domaines de la sûreté et de la sécurité de la navigation aérienne, mais aussi dans celui de la lutte contre le changement climatique. La présidence du conseil de l'OACI, du fait de ses prérogatives, est essentielle à l'accomplissement du mandat de l'organisation. Il importe de désigner à cette fonction une personnalité expérimentée, capable de rallier le consensus des Etats membres et disposant d'une vision ambitieuse pour l'organisation.

Ancien représentant permanent de la France auprès de l'OACI, ancien directeur général de

l'aviation civile et président de la 27^e session de l'assemblée de l'OACI, M. Michel Wachenheim présente toutes les qualités nécessaires pour exercer ces fonctions. Il peut compter sur le plein soutien de la France à sa candidature.

2 -République tchèque - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (10 et 11 mai 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, est en République tchèque les 10 et 11 mai. Cette visite témoigne de l'excellente qualité de la relation franco-tchèque, marquée cette année par les célébrations du centenaire de la création de la République tchécoslovaque et la révision du partenariat stratégique bilatéral.

Mme Loiseau s'est entretenue le 10 mai avec le Premier ministre, M. Andrej Babis, et son homologue, M. Ales Chmelar, pour faire le point sur le développement de notre relation bilatérale et discuter des principaux sujets de l'actualité européenne, notamment la récente proposition de la Commission européenne de cadre financier pluriannuel 2021-2027.

La ministre a lancé avec MM. Babis et Chmelar, au centre culturel La Fabrika de Prague, les consultations citoyennes sur l'Europe en République tchèque.

Mme Loiseau se rend aujourd'hui au siège de l'Agence des systèmes globaux de navigation par satellite européen (Galileo) et rencontrera des représentants de la société civile tchèque.

3 - Commerce international - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne à Berlin (11 mai 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectue aujourd'hui un déplacement à Berlin pour rencontrer M. Ulrich Nussbaum, secrétaire d'Etat au ministère fédéral de l'économie et de l'énergie, en charge notamment des questions commerciales.

Le secrétaire d'Etat et son homologue évoqueront en particulier les tensions en matière de politique commerciale pour réaffirmer dans le prolongement des visites à Washington du président de la République et de la chancelière allemande, notre attachement à des relations fondées sur les principes d'un commerce libre et équitable et sur la recherche de solutions collectives dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Avec leurs partenaires européens, la France et l'Allemagne soutiennent la poursuite du dialogue pour faire émerger un agenda positif sur le commerce mondial et les échanges internationaux. Sur les tarifs de l'acier et de l'aluminium en particulier, la France continuera à plaider pour que l'Union européenne bénéficie d'une exemption totale, permanente et non conditionnée.

M. Jean-Baptiste Lemoyne évoquera également avec son homologue les moyens de limiter l'impact, sur les entreprises européennes, du recours par les Etats-Unis à des sanctions de portée extraterritoriale et les actions qui peuvent être conduites au niveau européen.

Le secrétaire d'Etat rencontrera à cette occasion M. Joachim Lang, directeur général du BDI (Bundesverband der Deutschen Industrie e. V.) qui fédère 37 fédérations de branche et compte environ 100 000 entreprises affiliées employant directement 8 millions de personnes.

4 - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne à la conférence sur les victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient (Bruxelles, le 14 mai 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera lundi 14 mai à la conférence internationale de suivi sur les victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient, organisée par la Belgique et co-présidée par le Liban.

Cette conférence s'inscrit dans la continuité de la conférence de Paris du 8 septembre 2015 et de celle tenue à Madrid en 2017.

Le secrétaire d'Etat rappellera l'engagement constant de la France : la diversité ethnique et religieuse est constitutive de l'identité du Proche et du Moyen-Orient. Sa préservation est indispensable pour la construction d'un avenir de paix, de liberté et de prospérité pour cette région. Il est essentiel dans la phase de reconstruction post-Daech de garantir une protection particulière aux membres des minorités religieuses et ethniques, et de mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour assurer un retour sûr, durable et dans la dignité des populations déplacées, ainsi qu'un processus politique inclusif et respectueux des droits individuels.

Dans le cadre de la mise en oeuvre, au niveau national, du Plan d'action de Paris, la France a mis en place un fonds de soutien qui appuie principalement des projets mis en oeuvre par des ONG françaises proches du terrain au profit des communautés minoritaires menacées.

Ce fonds, géré par le centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, est doté de 5 millions d'euros par an depuis 2015 et il est complété par des fonds versés par les collectivités territoriales. Près de 18 millions d'euros ont été engagés via ce fonds afin de financer des projets concrets pour la période 2015-2017.

Pour 2018 le fonds est doté de 5 millions d'euros : plusieurs projets ont déjà été soutenus pour cette année, mis en oeuvre principalement en Irak par des ONG ; d'autres sont actuellement à l'étude.

Avec le groupe de liaison, de réflexion, de vigilance et de solidarité avec les chrétiens et les minorités au Moyen-Orient qui existe depuis 2015 au Sénat et le groupe d'étude créé à l'Assemblée nationale sur le même thème, la diplomatie parlementaire française joue aussi un rôle important dans la protection de ces populations.

5 - Environnement - Adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la résolution ouvrant la voie à la négociation d'un Pacte mondial pour l'environnement (10 mai 2018)

La France se félicite de l'adoption à une très large majorité, ce 10 mai, par l'Assemblée générale des Nations unies, de la résolution ouvrant la voie à la négociation d'un Pacte mondial pour l'environnement. Cette résolution marque une étape déterminante dans la mobilisation de la communauté internationale pour la protection de l'environnement.

L'initiative d'un projet de Pacte mondial pour l'environnement, inspirée par un groupe de juristes internationaux, sous l'impulsion du président du conseil constitutionnel, M. Laurent Fabius, avait été présentée par le président de la République en septembre 2017 aux Nations unies avec l'appui du secrétaire général des Nations unies et du Programme des nations unies pour l'environnement. Fruit de près de six mois d'intenses consultations, ce résultat permet à ce projet ambitieux, porté par la France, de définir le cadre d'action pour des discussions approfondies et inclusives en vue de la négociation d'un Pacte mondial pour l'environnement avec l'ensemble des Etats membres des Nations unies, les organisations internationales pertinentes et la société civile.

La planète fait face à une crise environnementale sans précédent. Le constat de l'urgence de cette situation a motivé la France à défendre l'importance d'un traité international qui aurait vocation à consolider la valeur juridique et codifier les grands principes du droit international de l'environnement, en les complétant à l'aune des enjeux actuels. Universel dans sa finalité, ce projet a pour ambition d'offrir un socle commun qui ne se substituerait pas aux conventions environnementales existantes mais viendrait les compléter et en faciliter la mise en oeuvre.

Adoptée à une très large majorité, la résolution a recueilli une centaine de parrainages de pays, témoignant de la forte adhésion à ce projet. La France remercie les pays qui se sont associés à cette initiative ; elle continuera à travailler avec tous dans un esprit de rassemblement. La France forme le voeu que les travaux qui vont se poursuivre dans le cadre multilatéral de l'ONU et sous l'égide de pays facilitateurs, avec le soutien du Programme des nations unies pour l'environnement, soient guidés par le sens des responsabilités qui seul permettra de forger des solutions constructives à la hauteur des enjeux historiques.

6 - Malaisie - Elections législatives (9 mai 2018)

La France félicite le peuple malaisien pour le bon déroulement du scrutin du 9 mai 2018 et se réjouit de cette alternance pacifique qui est un succès démocratique pour le pays.

La France adresse ses félicitations au nouveau chef du gouvernement désigné, M. Mahathir bin Mohamad, et lui souhaite plein succès dans son nouveau mandat.

La France entretient des relations fortes et étroites avec la Malaisie depuis son indépendance en 1957. La Malaisie est en effet un partenaire privilégié de la France au sein de l'ASEAN, comme en témoignent la vitalité de nos échanges économiques et notre coopération étroite en matière de défense et de sécurité. La France a la volonté de poursuivre et d'approfondir encore sa coopération avec le nouveau gouvernement dans tous ces domaines.

7 - Iran-UE

Q - Qu'attendez-vous de la réunion des ministres des affaires étrangères européens lundi ? Quelles pistes explorerez-vous pour protéger les entreprises européennes contre les sanctions américaines ?

R - Les ministres des affaires étrangères français, britannique et allemand se réuniront la semaine prochaine avec la Haute représentante et leur homologue iranien.

Cette réunion fait suite à la décision américaine de se retirer de l'accord de Vienne, qui a été regrettée par l'ensemble des autres parties.

L'objectif de la France est le maintien de l'accord et cette réunion permettra de préciser les efforts en ce sens, y compris ceux qui sont attendus de la part de l'Iran. La défense des intérêts des entreprises françaises et européennes engagées en Iran entrera naturellement dans le champ de ces travaux.

8 - Ukraine

Q - Hier, le président ukrainien Piotr Porochenko a dit que la prochaine rencontre en format Normandie aurait lieu dans un avenir prochain à Paris. Pouvez-vous confirmer cette information ? À quel niveau sera cette rencontre ?

R - La prochaine rencontre en format de Normandie sera annoncée en temps utile./.